

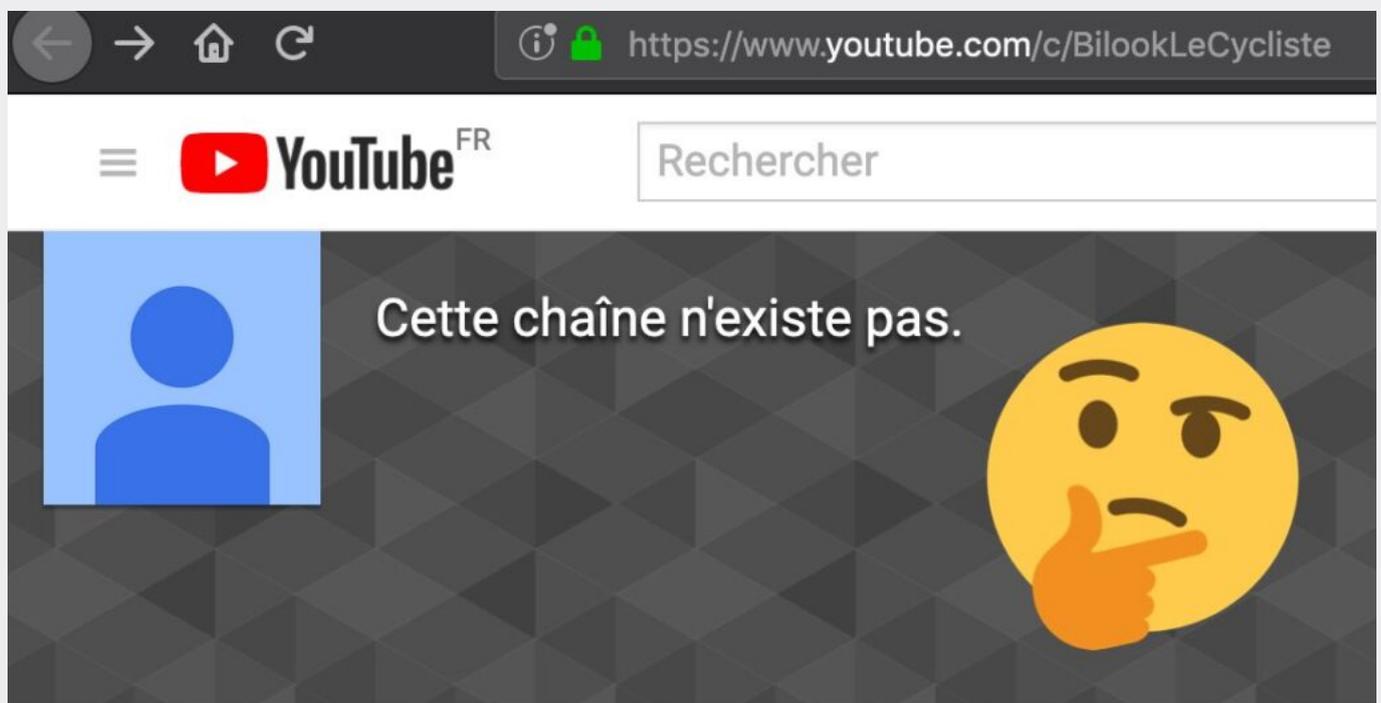
## Comment les services secrets ont traqué les résistants sur Internet



[Source : lecourrierdesstrategies.fr]

Par Éric Verhaeghe

On a jusqu'ici cru que la traque aux résistants – notamment les censures ou les fermetures abusives de compte étaient le seul fait des réseaux sociaux eux-mêmes. On commence à comprendre qu'il s'agissait en réalité d'opérations communes entre ces réseaux et nos services secrets chargés de traquer les résistants de tous poils. Nous n'en sommes encore qu'au début de nos découvertes, mais une chose est sûre : le COVID a donné lieu à une véritable militarisation de l'information en Occident, au nom de la lutte contre la propagande russe.



Les nombreuses fermetures abusives de comptes sur les réseaux sociaux, durant la campagne de vaccination, ont irrémédiablement posé la question de l'embrigadement des GAFAM dans la folie totalitaire de la caste. Mais ce qu'on commence à comprendre aujourd'hui, c'est que cette campagne de

« nettoyage » des réseaux sociaux pour empêcher les résistants de s'exprimer n'a pas été menée par les réseaux sociaux seuls. Les services secrets britanniques reconnaissent avoir été à la manœuvre pour « retirer » les résistants hors des réseaux sociaux, selon un procédé qui s'éclaire progressivement.

## Le rôle du GCHQ britannique

C'est en consultant le 2e rapport de l'Hybrid CoE Research que l'on comprend comment, en Grande-Bretagne, la traque aux résistants a été menée sur Internet. Selon cet organisme qui se consacre à l'étude des méthodes de contre-influence dans les guerres hybrides (c'est-à-dire les guerres de l'information) les services britanniques ont en effet mené une campagne d'élimination systématique des résistants au vaccin sur Internet.

Selon ce rapport (on consultera tout spécialement les pages 20 et 21), le Département du Numérique, de la Culture, des Médias et du Sport (DNCMS) a entre autres utilisé les services du GCHQ pour collaborer étroitement avec les plates-formes numériques afin de supprimer les contenus contraires à la doctrine officielle :

The unit works closely with social media platforms to help them identify and take action to remove incorrect claims about the coronavirus, in line with their terms and conditions.

(L'unité travaille étroitement avec les réseaux sociaux pour les aider à identifier et agir pour retirer des contenus incorrects sur le coronavirus, en lien avec leurs conditions générales.)

On pensait jusqu'ici que les Facebook, Twitter et Google avaient agi de leur propre chef. On comprend désormais que les GAFAM collaborent étroitement avec les services secrets, en leur livrant au jour le jour leurs données personnelles et en prenant directement leurs ordres en matière de suppression de contenus auprès de ces services.

## Jusqu'où est allée la manipulation de l'information ?

Si les services de renseignement demeurent intentionnellement discrets sur les méthodes qu'ils utilisent pour contrer l'influence des résistants sur Internet, le rapport que nous citons donne un indice révélateur sur la face cachée de l'information :

This DCMS unit has been working closely with the Communications team of the Department of Health and Social Care on vaccine campaigns to promote information and advice and increase uptake, particularly amongst certain

groups within the population. They have regular meetings and share insights on narratives that we have seen emerging which may drive hesitancy that might affect vulnerable groups in particular.

(Cette unité du DCMS a oeuvré en étroite collaboration avec l'équipe Communications du Département de la Santé et de l'Aide Sociale sur les campagnes de vaccination, afin de promouvoir une information et des conseils et afin d'augmenter le taux de vaccination, particulièrement parmi certains groupes de la population. Ils tiennent des réunions régulières et partagent des slogans sur les narratifs émergents qui pourraient semer le doute auprès de certains groupes vulnérables dans la population.)

On retiendra la formulation qui nous intéresse ici : "share insights on narratives". Autrement dit, les services d'espionnage numérique ne se contentent pas de supprimer des contenus gênants et de clôturer les comptes des dissidents. Ils diffusent aussi des informations "correctes" dans certains groupes de la population.

Les techniques utilisées pour ce faire ne sont pas explicitées officiellement, mais on peut se demander légitimement si elles passent ou non par de faux comptes ou par des trolls.

## Le rôle officiel des services secrets

Dans cette opération menée en Grande-Bretagne, c'est la très officielle agence Reuters qui a dévoilé, en novembre 2020 (citant un article du Times de Londres), le rôle joué par les services de propagande antiterroriste utilisés en leur temps contre Daesh, le GCHQ :

"GCHQ has been told to take out antivaxxers online and on social media," the Times said, citing a source.

("Le GCHQ a reçu l'ordre de retirer les antivax d'Internet et des réseaux sociaux" dit le Times, selon une source")

On comprend ici que les ministères officiels se sont appuyés sur les services secrets pour mener la campagne favorable au vaccin, s'autorisant à bâillonner tous les opposants sans autre forme de procès, dans une collaboration active avec les réseaux.

## Le fantasme de la propagande russe

Cette violation allègre de la liberté d'expression a évidemment trouvé sa justification officielle : la lutte contre la propagande russe, toute réticence contre le vaccin étant forcément inspirée par Moscou, voire par

Vladimir Poutine lui-même.

Comme le précise Reuters :

This latest move by GCHQ, which gathers communications from around the world to identify and disrupt threats to Britain, is an attempt to counter disinformation activities linked to Russia, the report said.

(Cette action récente du GCHQ, qui collecte des informations à travers le monde entier pour identifier et contrer les menaces qui pèsent sur la Grande-Bretagne, est une tentative pour contrer les activités de désinformation liées à la Russie, selon le rapport officiel.)

Dans la pratique, on comprend comment le “narratif” s’est construit pour militariser la propagande du COVID : toute forme de scepticisme sur la question du coronavirus et du vaccin a été automatiquement classée comme activité pro-russe, ce qui autorisait toutes les opérations de sécurité nationale.

## Une opération de propagande occidentale

On notera que Reuters souligne le caractère très international de cette opération de “nettoyage” d’Internet.

GCHQ is Britain’s main eavesdropping agency and has a close relationship with the U.S. National Security Agency, as well as the eavesdropping agencies of Australia, Canada and New Zealand in an intelligence alliance known as the “Five Eyes”.

(Le GCHQ est la principale agence d’écoute de Grande-Bretagne et entretient des relations étroites avec l’Agence de sécurité nationale des États-Unis, ainsi qu’avec les agences d’écoute d’Australie, du Canada et de Nouvelle-Zélande au sein d’une alliance de renseignement connue sous le nom de “Five Eyes”.)

On peut penser que cette opération de nettoyage d’Internet a obéi aux mêmes procédures dans différents pays occidentaux. On découvre au passage que les écoutes et la surveillance numérique sont d’ores et déjà cartellisées dans les pays occidentaux...

## Et en France ?

Pour l’instant, aucune information claire n’a percé sur les pratiques françaises durant le COVID. L’agence Viginum n’a par ailleurs été créée qu’en juillet 2021.

Cela signifie-t-il que la France est restée inactive sur les réseaux sociaux pendant la campagne du COVID ? Certainement pas, comme le souligne le rédacteur du rapport que nous avons cité plus haut, en l'espèce Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, français, directeur de l'Institut de Recherches Stratégiques (IRSEM). Dès 2018, un réseau d'action s'est mis en place.

Les modalités opératoires de ces réseaux sont encore secrètes. Mais peu à peu, l'histoire s'écrit. Tout laisse à penser, en tout cas, que les services de renseignement ont été, en France aussi, directement à la manoeuvre pendant la campagne du COVID.